

L'ÉCLAIR

JOURNAL CATHOLIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

PARAISANT A LYON LE SAMEDI

ABONNEMENTS :

Rhône et départements limitrophes. 1 an, 6 fr. — 6 mois, 3 fr. 50
Autres départements. 1 an, 7 fr. — 6 mois, 4 fr. »
Etranger le port en sus.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Rue Mulet, 8, à l'entresol

Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus

Il sera donné un compte rendu des ouvrages envoyés.

Les ANNONCES seront reçues aux bureaux du Journal

Tous les jours de 2 à 4 heures, les dimanches et fêtes exceptés

Vente en gros : Rue Mulet 8.

SOMMAIRE : LES DEUX FRANCE, L. Ducuryl. — RÉVEIL. — L'ESPAGNE, Pierre Marcel. — A TRAVERS LA SEMAINE. — 4 SEPTEMBRE, 8 SEPTEMBRE, Nemo. — CONGRÈS DE LIMOGES. — COMMUNICATION MINISTÉRIELLE, Augustin Remy. — TRAHISON OU... BÊTISE, Incognitus. — BIBLIOGRAPHIE, Gabriel. — CONCERTS-BELLECOUR, L. S. — VARIÉTÉS. — MARCHÉS, Thur. Lep.

LES DEUX FRANCE

Les députés qui composent la droite de la Chambre et qui ont constamment résisté par leur opposition à toutes les extravagances coupables de la majorité républicaine viennent, par un manifeste, de faire appel au patriotisme et au bon sens des électeurs en leur signalant à quelle ruine est entraînée la France.

C'est en énumérant sommairement tous les actes de politique désastreuse et fatale, que les députés de la droite conjurent les électeurs de choisir, pour les représenter, un parlement attentif aux véritables intérêts du pays, et à forcer le gouvernement de se soumettre à un autre régime ou de se démettre.

Sans doute il y a deux partis en France, celui qui croit encore à la République telle qu'on nous l'a faite, et celui qui condamne ce régime politique comme désormais mal-faisant et impuissant pour le bien.

Mais c'est peu de croire ou de ne pas croire à la vertu de ce gouvernement; ce qui domine et ce que nous ont valu les huit années de régime qui nous opprime, c'est qu'il a amené la France à se diviser sur ce qui grandit ou abaisse une nation. Il y a désormais deux France: celle qui croit et celle qui ne croit pas ou plutôt qui nie. La croyance en Dieu et à sa religion, c'est ce qui constitue une France restée fidèle à ce qui touche à l'existence même de la patrie, à son histoire, à ses origines, à sa mission; et la négation et le mépris de cette croyance en constitue une autre qui court à la décadence, à l'abaissement et à la ruine.

Un signe de cette séparation entre la France qui croit et celle qui nie vient encore de se manifester.

Au moment où la tombe d'un français glorieux, grand chrétien et grand patriote vient de se fermer, alors que les catholiques de tout rang se pressaient pour jeter sur la dépouille de l'amiral Courbet l'eau sainte de l'Église qui est le signe de bénédiction des tombes et des berceaux, le gouvernement se fait représenter officiellement par convenance forcée. Il est avare de funérailles nationales prodiguées à ceux qui meurent en dehors de Dieu selon la libre pensée et l'impiété de l'athéisme. Mais une des forces du gouvernement qui occupe une grande place dans sa vie officielle, l'armée apportant, par ses délégués, du bout du monde le cercueil de son chef aimé, est consignée à la porte du temple catholique où le corps sans vie y est introduit parce que l'âme qui l'a animé n'a connu d'autre dernier asile qu'au sein du Dieu des vivants et des morts. La République, par ses actes et par ses lois monstrueuses, veut enrôler

l'armée dans son incrédulité, pour affirmer une fois de plus qu'il y a deux France: celle qui croit et celle qui nie.

Eh bien! si cette division de la patrie n'est pas seulement l'œuvre du gouvernement, si le peuple français suit la pente où le poussent ses gouvernants et leurs adeptes, que les électeurs, quels qu'ils soient, jettent seulement un regard en arrière et qu'ils connaissent ce qu'un gouvernement républicain reniant la foi et l'honneur a fait, depuis huit ans, contre les intérêts de la nation.

Le manifeste des députés de la droite se résume en trois mots sinistres: *déficit, violences, guerre.*

Déficit. — Quelques détails extraits des titres officiels sont utiles à ajouter au sommaire de l'état financier du pays.

En 1876, les conservateurs, alors en majorité, avaient légué aux députés leurs successeurs des excédents de recettes.

En effet:

Le budget des dépenses de 1876 était de deux milliards 500 millions après la liquidation complète de la dette de la guerre.

Ce budget en 1885 s'élève à trois milliards 350 millions soit à une dépense annuelle de 850 millions de plus qu'en 1876.

Les déficits accumulés forment un total de plus d'un milliard et demi.

Les emprunts nouveaux se sont élevés en huit ans à quatre milliards en 30/0. Un milliard de plus est annoncé comme nécessaire.

Ces indications sont suffisantes pour prouver les gaspillages et les folles entreprises, et pour faire présager des impôts nouveaux.

Violences. — Il n'est pas besoin de remettre en mémoire tout ce que ces huit années ont accumulé de violences contre la magistrature, contre les corporations religieuses, contre les particuliers exposés aux dénonciations, aux délations occultes érigées en régime gouvernemental. Ne sont-ce pas des violences et des manifestations de haine que la liberté de conscience violée envers les catholiques, envers les pères de famille traqués dans la libre éducation de leurs enfants exposés à un enseignement athée, la persécution religieuse, hypocrite ou ostensible contre le clergé, l'exercice du culte, contre les besoins religieux, des malades, des soldats? N'est-ce pas après avoir violenté les consciences, violenté les bourses en érigeant de somptueux palais scolaires aux frais des contribuables pour la démoralisation de l'enfance et de la jeunesse, et l'excitation du pauvre au désir des jouissances funestes inassouvies.

Guerre. — La guerre aventureuse, à l'extrémité du monde, sans cause réelle connue, si ce n'est une ambition occulte, sans résultat utile, sans profit avouable; malgré les prodiges de valeur de nos armées, malgré le sang de nos soldats prodigué, en même temps que nos richesses gaspillées.

En plus de ces maux qui épuisent les forces

de la France et accélèrent sa décadence, nous signalons, avec les députés conservateurs, les souffrances sans cesse aggravées du commerce, de l'industrie dont le manque de confiance, l'incertitude du lendemain menacé par l'anarchie sont les causes de ruine. Si les souffrances de l'agriculture accablée sous le poids de ses charges, loin d'être allégées par la majorité ministérielle ne lui ont inspiré que du dédain; nous devons avec la plus constante énergie proclamer la patrie réellement en danger. Elle est menacée de la division qui la partage en deux France, celle qui croit à sa noble destinée et celle qui se résigne à se perdre parce qu'elle a renié toute foi. Les électeurs voudront-ils infliger au pays un tel abaissement.

L. DUCURYL.

RÉVEIL

Nous publions ci-dessous le programme adopté par les délégués des monarchistes des 86 départements réunis chez M. Lambert de Sainte-Croix, mardi dernier, 8 septembre.

Ce « programme » est clair et précis; il énumère avec vigueur les griefs du pays contre la République, et il donne satisfaction à ceux qui étaient portés à trouver que le parti monarchique jouait un rôle trop effacé dans la campagne électorale actuelle.

D'accord avec tous les conservateurs, les monarchistes veulent d'abord arracher la France aux périls de l'heure présente, et le tableau de ces périls n'est chargé dans aucun de ses traits, il n'est qu'exact.

Que l'on oppose l'article 8 de la constitution aux projets des monarchistes, cela nous touche peu. Le 4 septembre a été une surprise, un guet-apens et le pouvoir que se sont arrogé les forchans de cette date, pouvoir qu'ils croient avoir sanctionné par ledit article 8, ne serait autre que la sanction des faits des voleurs sur leurs victimes, sanction qui n'a de durée que durant la surprise de ces dernières.

La France est chrétienne et monarchiste; il n'y a pas de violences qui puissent la condamner à subir toujours un joug abhorré.

Nous espérons qu'un second manifeste adressé au pays par celui qui a qualité à cet effet viendra réveiller de leur torpeur tous ces fatalistes qui, croyant la France perdue, se laissent encore aller au découragement, à l'inertie.

AUX ÉLECTEURS,

Les républicains sont au pouvoir depuis assez longtemps pour que l'heure soit venue de les juger.

Après la guerre, la France s'était relevée par un grand effort patriotique. Elle avait payé sa rançon, rétabli ses finances, reconstitué son armée, étonnant l'Europe par l'énergie de sa vitalité.

Aujourd'hui, les emprunts succèdent aux emprunts; les impôts s'aggravent; les communes suivant l'exemple ou subissant les injonctions du pouvoir, s'obèrent sans mesure; l'agriculture et l'industrie sont également frappées; la dette publique s'est accrue comme si nous avions subi une nouvelle invasion.

Pendant, la France appauvrie voit son budget absorber, chaque année, des sommes plus considérables pour l'entretien d'une administration dont la faveur et la délation ont bouleversé le personnel, sans égard aux droits acquis ou aux services rendus. Et, pour que la

magistrature fût enveloppée dans ces exécutions arbitraires, on a violé les garanties les plus sacrées de la justice.

De tous les engagements pris par la République, combien en a-t-elle remplis? Quelles réformes a-t-elles réalisées en faveur des classes laborieuses? Pour les ouvriers dont elle prétend servir les intérêts mieux que tout autre régime, qu'a-t-elle fait, sauf une enquête sans résultat?

Une seule promesse a été fidèlement tenue, même par ceux qui ne l'avaient pas faite. Une guerre perfide a été entreprise contre la religion; l'image et le nom de Dieu ont été pros crits de l'école et de l'hôpital; les droits des pères de famille ont été méconnus, la liberté civile profondément atteinte.

Enfin, aussi dédaigneux des leçons du passé que des intérêts du présent, le gouvernement républicain nous a engagés, à quatre mille lieues de nos frontières, dans une guerre sanglante, dispendieuse, stérile, guerre qu'on a commencée sans le savoir, poursuivie sans l'avouer, et terminée par une paix trompeuse dont la première conséquence est l'envoi de nouveaux renforts dans l'Indo-Chine.

En présence d'un pays dont le patriotisme aurait accepté tous les sacrifices pour assurer sa défense, la Chambre n'a pas su organiser une armée coloniale qui eût épargné à nos jeunes soldats bien des souffrances.

Il est temps d'en finir avec les incapables et les prodiges.

Il faut à notre pays un gouvernement stable et fort qui sache:

Garantir les grands intérêts de la société;
Ranimer le commerce, dégrever l'agriculture et favoriser l'industrie;

Donner à tous la vraie liberté, celle qui protège les faibles et prévient l'oppression des minorités;

Nous rendre la paix religieuse, en respectant toutes les consciences, en assurant à l'Église la justice et la liberté qui lui sont dues, en observant avec loyauté l'esprit autant que la lettre du Concordat;

Former une armée qui, en temps de guerre, fasse concourir tous les Français à la défense de la patrie; qui, en temps de paix, laisse le plus de bras possible au travail national et n'entrave pas le développement des forces intellectuelles de la France;

Fondre ensemble et consolider par une vigoureuse discipline, en dehors de toute préoccupation politique, les éléments divers de cette armée; faire respecter son uniforme et honorer ses vaillants chefs;

Suivre à l'extérieur une politique prévoyante qui nous ménage des alliances, nous préserve des aventures et soit le meilleur gage de nos intentions sincèrement pacifiques.

Un gouvernement supérieur aux partis et servant de contre-poids à leur mobilité pourrait seul nous procurer tous ces biens dont jouissent autour de nous les grands États de l'Europe.

Parmi les diverses formes de la République, en est-il une qui soit capable de nous donner un tel gouvernement? L'expérience n'apprend-elle pas que, si l'on veut des assemblées contrôlant sans administrer, au lieu d'administrer sans contrôle, il est nécessaire que la puissance exécutive ait une base solide et immuable?

A cette question vitale pour notre avenir, la Chambre qui va être élue n'aura pas à répondre: un article récemment introduit dans la Constitution lui en a retiré le droit.

Nous avons protesté contre cette interdiction et nos efforts tendront toujours à faire restituer aux mandataires de la nation le droit inaliénable, sous un régime purement électif, de disposer librement de ses destinées.

Mais, avant tout, il faut songer aux périls de l'heure présente. D'accord avec tous les conservateurs, retenons la France sur la pente de l'anarchie et de la ruine, et remettons-la en des mains loyales, habiles et honnêtes.

L'Espagne

Je viens de voir une gravure espagnole représentant un soldat de la péninsule qui menace de son revolver les Allemands envahisseurs de l'île Caroline. La famine, les inondations, le choléra, etc. retiennent cet homme imprudent; mais, lui, semble ne pas même s'apercevoir de l'horrible étreinte et, désespéré, mais résolu, il veut la lutte. Tout lui crie: arrête-toi. Mais son visage demeure impassible et il semble répondre: Malgré tout! j'irai malgré tout!

La gravure est assez ordinaire en elle-même, elle manque d'art; mais il en sort malgré tout un sentiment profond et terrible de patriotisme. Elle peint bien ce culte de la patrie et de l'honneur que tout Espagnol porte au fond du cœur. On sent que, malgré toute la faiblesse de ce malheureux pays, il serait terrible de s'attaquer à lui et que le peuple qui ne craindrait pas de le faire, en dépit de ses canons et de ses troupes innombrables, courrait à un échec sinon complet, tout au moins relatif.

Est-ce à cela que nous devons l'arrangement qui semble à peu près conclu entre l'Allemagne et l'Espagne? L'Allemagne, se souvenant de Napoléon I^{er}, a-t-elle eu peur? M. de Bismarck a-t-il entendu les voix autorisées qui lui criaient: vous commettez une première faute, qui sera la source de cent autres et peut être de votre chute. Prenez garde!

Non, l'Allemagne n'a pas reculé par peur, elle a trop confiance en elle pour craindre quoi que ce soit, et d'ailleurs elle sait fort bien que plus d'une colonie espagnole est à sa portée, et qu'elle peut s'en emparer presque sans coup férir. Non, le chancelier de fer n'a pas écouté les voix du dehors qui lui criaient: prenez garde. Lui aussi a trop de confiance en lui pour écouter aucun conseil.

Qui donc a tout à coup arrêté la guerre imminente, au moment même de la plus excessive exaspération, alors que tout un peuple se dressait furieux, alors que le sang allait inonder de nouveau tant de terres et de mers? Qui donc s'est opposé à ces hécatombes horribles, à cette boucherie générale de toute l'Europe que pouvait entraîner un conflit hispano-allemand? qui donc?

La monarchie.

Oui, c'est la monarchie. C'est ce courageux, ferme et si sage Alphonse XII. C'est lui, par sa modération, par son calme, son sang-froid, malgré tous les périls qui l'environnent. Et surtout c'est le vieil empereur Guillaume. C'est lui qui a dit à son chancelier: halte-là! plus de sang! nous en avons assez répandu. Je veux la paix pour mon peuple et la paix pour l'Europe.

Oui, c'est la monarchie qui s'est faite la sauvegarde des peuples au moment du plus terrible danger, sans elle c'était la guerre avec toutes ses horreurs, c'étaient des flots de sang, c'était le deuil et la mort, et tout cela pour un malentendu, pour une petite île insignifiante, perdue dans les flots de l'Océan!

L'Espagne et l'Allemagne auraient été des Républiques que déjà la boucherie aurait commencé, et que la France, l'Italie, etc., seraient aujourd'hui, demain tout au plus, labourées par les boulets et infectées de l'odeur des cadavres.

Voilà de quoi nous a sauvé la monarchie.

Que si l'arrangement venait à ne pas subsister, mon raisonnement serait néanmoins irréfutable et logique, car la monarchie aurait fait son devoir, et dix fois plus que n'eût pu la République.

Il est des torrents que les plus fortes digues ne sauraient contenir et qui brisent les plus insurmontables obstacles. Un de ces torrents se précipitait d'Espagne, seule une barrière pouvait l'arrêter, c'était la monarchie.

Elle l'a fait jusqu'ici, espérons qu'elle pourra le continuer jusqu'au bout!

PIERRE MARCEL.

A TRAVERS LA SEMAINE

Lyon à Marie. — Dans notre numéro du 5 septembre nous appelions tous les gens de foi, de piété, à se grouper le jour du 8 septembre, sur nos quais, dans nos rues afin de renouveler, par leur présence, le vœu des échevins et recevoir la bénédiction donnée à la ville.

Nous n'espérons pas, assurément, qu'un aussi grand nombre, à cette époque de villégiature, se trouverait au rendez-vous.

Combien de milliers de personnes pieusement recueillies ont assisté à cette magnifique fête! Le spectacle de ces foules agenouillées sur tous les points de la ville au moment de la bénédiction ne peut se raconter.

A mesure que le flot de l'impiété monte, que les actes de nos gouvernants tendent de plus

en plus à chasser Dieu, il semble que le sentiment de la solidarité grandit et qu'on sent mieux le besoin de la Mère divine.

Puisse Lyon rester toujours fidèle à cette bonne Mère, et Marie nous préserver des maux qui nous menacent.

Recours infailible. — Le Saint Père prescrit pour cette année et les années suivantes, jusqu'à la paix de l'Eglise, les prières ordonnées en 1883 et 1884. Dans toutes les églises ou chapelles, du 1^{er} octobre au 2 novembre, on devra réciter au moins cinq dizaines du Rosaire, avec les litanies de Lorette. Ces exercices seront suivis de la bénédiction du T. S. Sacrement.

Un succès. — Samedi dernier a eu lieu, dans le quatrième arrondissement, une réunion privée présidée par M. Beaune. M. Gabriel Perrin, avocat, a traité de la *Défense de nos intérêts sociaux*. Un grand nombre d'électeurs avaient répondu à l'invitation qui leur avait été faite.

Cet ingénu! — Le manifeste des délégués conservateurs exaspère le *Sicéle*. La grande colère du journal brissontin a même quelque chose de particulièrement amusant. Il ne trouve pas d'expression assez forte pour caractériser l'audace de ces hommes qui n'admirent pas les bienfaits du régime républicain.

Distinction justifiée. — Nous apprenons avec plaisir que par un bref en date du 2 juin dernier, Sa Sainteté a daigné conférer le grade de chevalier de Saint-Sylvestre à M. PITRAT aîné, imprimeur dans notre ville, et chargé, depuis quelques années déjà, de l'impression des *Annales de la Propagation de la Foi*.

C'est un honneur pour la typographie lyonnaise que cette distinction accordée à un de ses doyens, le premier au point de vue artistique et un des plus compétents dans les connaissances techniques de cet art, qu'ont porté à un si haut degré de nombreuses illustrations lyonnaises.

Mais nous trouvons encore dans cette distinction un autre motif de confiance: c'est le soin avec lequel Sa Sainteté choisit parmi les plus dignes, afin d'attirer sur eux l'attention et de les désigner comme chefs de cette grande armée qui combat au nom du Christ pour l'Eglise et son triomphe.

Le lord-maire. — A l'époque déjà ancienne où M. Gailleton, se vouant à la science, cherchait le moyen d'être utile à ses semblables, ses services étaient réels, et peut-être récolte-t-il dans sa situation présente un peu de ce qu'il a semé jadis. Qui sait si la reconnaissance de quelques-uns qu'il aurait soulagés dans le temps ne serait pas aujourd'hui un fort appoint à son actif officiel.

Seulement l'ambition a perdu ce brave homme qui, d'excellent médecin, est devenu piètre administrateur. Se croyant toujours à étudier son codex, il veut appliquer aux questions sociales ces remèdes énergiques qui ne valent que pour certaine maladie.

Allons, Monsieur le Maire, étudiez un peu mieux le diagnostic des maladies. Les charges de cavalerie, la maréchaussée et tous ces moyens non indiqués par le codex sont de mauvais remèdes pour changer l'opinion et guérir la misère. Dans ces maladies, il faut beaucoup de conciliation, de fortes doses de douceur, et enfin des recettes qui, par leurs effets immédiats, calment la raison dévoyée et remplissent les ventres affamés.

Pour arriver au poste que vous occupez, vous avez promis beaucoup et, jusqu'à ce jour, le plus clair résultat de vos paroles est... du vent.

A un siècle de distance nous voyons à la tête de la municipalité lyonnaise des médecins qui, poussés par l'ambition, abandonnent leur cabinet pour le Capitole et sous leur administration presque les mêmes faits se renouvellent. L'histoire a jugé le premier, puisse-t-elle être plus indulgente pour le second.

Vitet-Gailleton. Gailleton-Vitet seraient-ils synonymes.

Tyrannie. — Pour des motifs des plus futiles le syndicat des tisseurs frappe et met en interdit les maisons qui lui déplaisent. Que nos bons ouvriers comprennent bien qu'ils ne sont que les instruments de quelques meneurs.

Le ridicule tue vite et, lorsque sous le moindre prétexte on croira frapper des négociants, la réaction s'opérera, le commerce lyonnais poussé à bout laissera de côté une coterie qui devient un embarras pour la fabrique.

Déjà nous avons appris que le plus grand avantage retiré jusqu'à ce jour par les maisons mises en interdit a été de se voir débarrassées de tous les mauvais ouvriers qui encombraient leurs magasins et qui toujours se trouvaient les premiers à récriminer.

Le résultat en cette campagne entreprise par quelques meneurs pourrait donc se changer en

la misère la plus grande à l'égard de certains ouvriers chez lesquels la gentillesse et le talent ne dominant pas, et qu'un sentiment de solidarité, même de charité, faisait admettre au même rang que les autres.

Au conseil général. — La sagesse des nations prétend que chez les aveugles, les borgnes sont rois. Nous serions tentés de croire à ce proverbe lorsque nous lisons les comptes rendus des séances du conseil général du Rhône, car les élucubrations d'un toqué y font loi.

Le citoyen Gay veut la laïcisation de l'asile de Bron, ce malheureux qui n'a pu dans son commerce de denrées coloniales étudier la valeur des mots croit à la vertu de ceux qu'il ne comprend pas. Ce mot *laïcisation* le charme et, sur sa demande, la laïcisation est adoptée.

Nous ne pouvons pas lui souhaiter de finir ses jours dans cet asile et sous le régime qu'il réclame, mais nous avouons que si Dieu le frappait ainsi ce ne serait bien que la juste punition de sa vanité.

Le même édile dépose un vœu demandant la révision de la constitution. Sait-il ce qu'il veut dire? Nous en doutons fort, et tous ces actes nous confirment dans cette pensée que le suffrage universel appliqué brutalement ne produit qu'infatuation et bêtise.

Chassé-croisé. — Les radicaux de la Gironde doivent être satisfaits, M. le ministre de l'intérieur les a délivrés de leur préfet. M. Schnerb est envoyé préfet à Nancy et M. de Selves, préfet de Meurthe-et-Moselle, va le remplacer à Bordeaux. Si ce chassé-croisé n'est pas du goût de M. Schnerb, il doit en revanche plaire beaucoup à M. de Selves. Celui-ci, neveu de M. de Freycinet, doit à la protection de son oncle de changer souvent de préfecture et d'être chaque fois mieux loti. L'esprit de famille est une des vertus de M. de Freycinet.

Un aveu. — Sous ce titre: *De l'influence des élections sur la fréquentation des Loges*, le *Bulletin maçonnique* publie un véritable réquisitoire contre les « Mac... intermittents » qui ne fréquentent assidument les loges qu'en temps d'élections, alors qu'ils ont besoin de mettre au service de leur candidature l'influence de la franc-maçonnerie. L'article conclut ainsi:

Voici venir le temps des élections, nous allons voir réapparaître dans nos T... (temples) ces Mac... intermittents; nous les verrons agir comme je le disais tout à l'heure.

Eh bien! mes FF... demandons-leur pourquoi ils ne sont pas venus pendant qu'ils étaient au pouvoir et pourquoi ils reviennent maintenant. Et, s'ils n'ont que le manque de temps à nous objecter, s'ils ne nous donnent pas des raisons sérieuses et satisfaisantes, chassons-les comme on chasse un domestique infidèle!

Il est des épurations nécessaires dans toute Société qui veut se maintenir propre; commençons toujours par ceux-là, ce sera autant de fait.

Et surtout, travaillons pour qu'ils ne soient pas réélus!

« Pas de Mac... intermittents! » tel doit être le mot d'ordre Mac... des prochaines élections.

Fribourg. — Le Congrès Eucharistique s'est ouvert mercredi 9 septembre par le chant du *Veni Creator*, et suivi d'une allocution de Mgr Mermillod. Sa Grandeur a souhaité la bienvenue aux nombreux évêques qui y étaient présents, aux prélats romains, aux magistrats. Mgr Lochat, archevêque de Damiette, a assisté également au Congrès.

La ville de Fribourg, avait pris un air de fête. Toutes les maisons étaient pavisées et de nombreux mais entourés de fleurs étaient dressés comme aux jours de la Fête-Dieu.

France illustrée. — Une imposante cérémonie religieuse a été célébrée cette semaine à la chapelle de l'œuvre de M. l'abbé Roussel à Paris. Soixante enfants de la maison d'orphelinat ont fait leur première communion.

L'après-midi du même jour Mgr Duboin, évêque de Raphaïm, y a donné le sacrement de confirmation.

Une charmante publication hebdomadaire est l'organe de cette œuvre, mais elle a un autre mérite, elle est due à l'industrie, au travail des jeunes orphelins de la maison d'Auteuil.

La France recommandée au Sacré-Cœur. — Une nouvelle publication qui répond à ce besoin des âmes contemplatives, surtout dans nos temps d'impiété, vient de se fonder à Agde (Hérault) sous la haute approbation de Mgr l'évêque de Montpellier.

Cette revue, essentiellement religieuse, s'intitule: l'Ange Consolateur, Messager de l'Heure-Sainte. C'est le propagateur de la dévotion au Cœur agonisant de Jésus.

Prix de l'abonnement: 5 francs par an. (M. Blanc, imprimeur à Agde (Hérault).) Nous en reparlerons dans un prochain numéro.

Actualités. — Nous rappelons à nos lecteurs les conférences populaires à Marseille qui ont lieu tous les mois sous la direction de M. l'abbé Bourcier. Des hommes éminents ap-

partenant à la magistrature, au barreau ou au commerce mettent leur parole au service de la classe ouvrière. Ces conférences sont réunies en brochures et paraissent tous les mois.

Prix de l'abonnement: 6 francs. S'adresser à M. l'abbé Bourcier, rue de Rome, 39, Marseille.

4 Septembre et 8 Septembre

Le 4 septembre!

Il y a quinze ans, la démocratie républicaine chassait la démocratie bonapartiste qui venait de crouler dans la honte et l'anarchie.

Il y a quinze ans montait sur la scène, aux acclamations d'une bande d'avocats qui s'intitulaient le peuple et se prenaient pour la France, — cette lugubre comédienne, cette tragique farceuse qu'on nomme la troisième République.

La première et la seconde avaient été si aimables; si pacifiques, si conservatrices, si gracieuses!

Comme sur tous les théâtres l'illusion était complète. Quand Jules Favre criait: « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses », quand Léon Gambetta chantait sa guerre à outrance et sa revanche à tout prix, pouvait-on voir autre chose que des patriotes et des sauveurs nationaux, dans ces fiers républicains, au verbe si haut, à la phrase si sonore!

On n'apercevait pas encore la fumée des cigares exquises à travers le feuillage des oranges espagnols.

Les républicains criaient fort. Le peuple cria: Vive la République!

Les mots magiques de Liberté, d'Egalité, et de Fraternité, qui brillaient au front de la comédienne, il les prit pour les promesses véridiques et enchanteresses de la bonne foi et de la vérité.

La farce était jouée, le peuple était dupé, la République était proclamée.

Alors, elle ôta son masque.

La République attrayante et séductrice, ôta son voile... Et c'est la maçonnerie qui apparut, hideuse et méchante, la gueule ouverte sur le pays.

Et nos millions s'y sont engouffrés, dans cette gueule béante, et notre honneur national et l'intégrité de notre magistrature et la justice de nos lois y ont sombré. Elle a dévoré, une à une, toutes nos gloires et toutes nos vérités: toutes nos gloires patriotiques et toutes nos vérités religieuses. Elle a vomi sur nos écoles, sur nos armées, sur nos hôpitaux, jusque sur nos cimetières, son souffle empoisonné et persécuteur, qui renverse la croix et les prêtres. Elle est en train de ramener, au nom du progrès moderne, le vieux paganisme corrompu et corrompeur dans nos institutions et nos âmes, avec son cortège de tyrans, d'esclaves, et de faux dieux, et de laïciser la maxime qui définissait notre noble patrie: le plus beau royaume après celui du ciel, en s'efforçant de faire de la France la pire des républiques, après celle de l'enfer.

Elle n'en aura pas le temps.

Le peuple a vu le monstre, et va le juger.

A la veille de la grande lutte électorale de demain, ce nous est une espérance, à nous catholiques lyonnais, de voir et de constater le manque absolu d'enthousiasme du peuple enfin désillusionné et dégrisé, pour une date fêtée autrefois par les transports d'une joie, en apparence au moins, si vive et si délirante.

Ce nous est un spectacle consolateur et fortifiant, que ce calme muet et dégoûté de notre ville un quatre septembre; surtout, lorsque quatre jours après, des milliers de chrétiens, viennent comme il y a deux siècles avec le même entrain, avec la même ferveur que dis-je? avec un entrain grandissant et une ferveur accrue de tous les sataniques efforts de la maçonnerie pour l'étouffer et l'éteindre, — s'agenouiller aux pieds de celle qui résume en elle toutes les vérités de notre religion sainte, de celle qui se laisse proclamer la reine et la protectrice de la France.

Pauvre Mariane, pauvre vierge de la république athée, tu n'as pas vécu deux siècles, toi; tu n'as pas encore vécu seize ans, mais c'est assez pour toi, et déjà ton culte baisse: tes adorateurs s'en vont, ton 4 septembre est dépopulisé, ton temple désert, et, sur son piédestal vermoulu, la statue branle.

NÉMO.

Congrès de Limoges

Le congrès de Limoges s'est terminé vendredi dernier, 4 septembre, par un magnifique discours de Mgr Gay, évêque d'Anthon. La cathédrale était comble. Le salut a été ensuite présidé par S. G. Mgr l'évêque de Tulle, assisté du chapitre.

Le Bulletin de l'Union des associations ouvrières donnera chaque mois une partie du compte rendu des travaux du congrès. Mais nous pouvons, dès ce jour, annoncer à nos lecteurs qu'il a été grandement question, à ce congrès, des améliorations à apporter à la situation de la classe ouvrière. M. Léon Harmel, dont la parole autorisée a trouvé écho dans toute l'assemblée, n'a cessé de protester contre l'idée moderne de l'irresponsabilité du patron à l'égard de ses ouvriers.

L'ouvrier n'est pas une machine; c'est un être raisonnable, c'est un frère qu'il faut traiter en frère selon les maximes de l'Évangile. Le patron n'est pas un tyran; c'est un père qui doit diriger la famille ouvrière dans le travail, et lui assurer à la fois les biens de l'âme et ceux du corps. Là encore, l'Évangile est le seul code qui assure la paix et la prospérité. Plus les gouvernants s'acharnent à ôter Dieu et à supprimer l'Évangile, plus augmentent les malaises sociaux et les divisions entre patrons et ouvriers. Sans Dieu, il n'y a plus en haut que des exploitateurs, et en bas que des affamés furieux. Ou chrétiens, ou socialistes; voilà le dilemme qui se pose aujourd'hui. M. Harmel a résolu le problème au Val-des-Bois. Qu'on aille voir ce qui s'y passe. Nous apprenons avec bonheur que M. Harmel se propose de venir à Lyon, cet hiver; puisse-t-il avoir la bonne pensée de communiquer ses idées aux patrons et aux ouvriers de notre ville.

Une Communication ministérielle

M. Goblet, ministre des cultes et de l'instruction publique, a le don, assez répandu d'ailleurs aujourd'hui, de l'impertinence. La lettre suivante qu'il adresse aux membres de l'Épiscopat français en est la preuve :

« MONSIEUR L'ÉVÊQUE,

« Au moment où va s'ouvrir la période électorale, je crois devoir appeler votre attention sur l'attitude qu'il convient aujourd'hui plus que jamais de recommander aux membres de votre clergé; citoyens et contribuables, les ministres des cultes ont assurément comme tous les électeurs la liberté de leurs opinions et de leur vote; mais l'influence même que leurs fonctions leur donnent sur leurs populations d'une nature particulière, l'autorité qu'ils exercent sur les consciences leur commandent dans l'exercice de ces droits civiques une réserve qu'ils ne sauraient oublier qu'au détriment de la paix publique.

« Ils ne pourraient, dans les actes de leur ministère, sortir de la neutralité la plus rigoureuse ni se prévaloir de leur qualité pour intervenir dans les luttes électorales, sans manquer à leurs devoirs envers l'État et sans compromettre leur caractère et les intérêts religieux dont ils ont la garde.

« Je n'hésite pas à penser, Monsieur l'Évêque, que le gouvernement peut compter sur votre sagesse et sur votre dévouement au bien public pour rappeler en cette circonstance aux membres du clergé, avec l'autorité qui vous appartient, les règles de conduite dont vous devez souhailer comme moi de ne pas le voir s'écarter.

« Je vous serai reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception de la présente communication.

« Agréer, Monsieur l'Évêque, l'assurance de ma haute considération.

« Le ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
René GOBLET. »

Puisqu'il est d'usage, toute opinion religieuse mise à part, d'appeler les évêques Monseigneur, c'est manquer d'usage et de savoir-vivre, M. le ministre, que de les nommer : Monsieur. Cela me semble élémentaire.

Vous voulez bien accorder aux ministres du culte qu'ils jouissent de la liberté de leur opinion et de leur vote. Nous vous en sommes très obligés; mais nous vous avertissons que si vous ne leur accordiez pas ce droit, ce serait absolument la même chose, et qu'ils le prendraient.

S'ils sont citoyens et contribuables, il nous semble qu'ils peuvent agir tout comme les citoyens et contribuables de votre bord, et faire partager leur opinion, qui d'ailleurs est le bon sens, à leurs concitoyens.

Je comprendrais encore qu'ils ne pussent se prévaloir de leur qualité pour combattre une cause politique qui ne les attaquerait pas; mais étant donné que la République a pris à tâche de les vexer, de les tourmenter et de les spolier, je trouve que rien ne serait plus illogique pour eux que de défendre la République.

Enfin, ils savent, à ne s'y pas tromper, que la République, qui s'est faite ennemie de Dieu et de la France, progresse sans cesse dans cette voie et, en conséquence, rester indiffé-

rents à ses attaques, serait pour eux faire preuve d'irreligion et de manque de patriotisme.

C'est pourquoi Mgr Lavigerie est dans la logique, même lorsqu'il nous répond que les prêtres auront toujours le droit de défendre le catholicisme et par conséquent de lutter, avec la charité chrétienne dont ils ne doivent d'ailleurs jamais se départir, contre un régime dont le but évident est d'étouffer la religion vraie au cœur de la France.

AUGUSTIN RÉMY.

Trahison ou Bêtise

Il y a eu un crime commis au ministère de la guerre. Le fait est avéré!

Une invention venait de révolutionner le monde des savants. Un officier français avait eu la gloire de découvrir la direction des ballons, que l'on rangeait presque au nombre des découvertes impossibles, comme la pierre philosophale ou la quadrature du cercle. Cette invention pouvait avoir des résultats inespérés dans une guerre, et la gloire en serait revenue à notre armée.

Eh bien! le ministère de la guerre laisse surprendre ce secret!

Un officier italien, servi par la trahison d'un Français, a transmis ce secret à son gouvernement, et l'Italie est maintenant aussi avancée que la France.

Il y a eu un crime commis. Quant à punir le criminel, la chose serait aisée si nous étions en Allemagne, en Italie ou en Angleterre. En France, il n'y faut pas songer.

La chose est triste à dire, ajoutaient les journaux à ce sujet; nous, nous disons: la chose est glorieuse à dire, nous n'avons pas de loi qui punisse la trahison et l'espionnage.

Oui, la chose est glorieuse. Il y a des silences qui sont éloquents, il y a des lacunes qui sont sublimes.

Ces deux mots: soldat français et trahison, juraient tellement de se voir rapprochés, ces deux choses étaient, dans l'opinion publique comme dans la réalité, séparées par un tel abîme, qu'on n'avait pas cru utile, qu'on n'avait pas pu concevoir l'idée de les réunir dans un texte de loi, et de prévoir un délit sans précédents dans le passé et sans vraisemblance pour l'avenir.

Le sentiment de l'honneur, puisé à la triple source, militaire, française et chrétienne, composait au soldat français et chrétien une âme forte et inaccessible aux tentations vulgaires de félonie et de bassesse, une triple cuirasse impénétrable qui le mettait à l'abri des sentiments vils et des suggestions grossières de la cupidité et de l'amour de l'or.

Plutôt mourir que trahir, c'était le cri instinctif, libre et spontané, de tout fils armé de cette noble France chevaleresque et catholique, de cette terre par excellence de l'héroïsme et du sacrifice, qui laissait depuis quatorze siècles, aux autres nations, ses sœurs moins siécles et moins délicates, le droit d'avoir des traîtres et des lois pour les punir, ne se réservant à elle que le monopole des martyrs et des héros.

Et le moindre des troupiers français portait en lui, prêt à l'étaler à l'occasion, l'étoffe d'un chevalier d'Assas.

La République est survenue. Le progrès, nous crie-t-on, l'a amenée. Le fait est qu'elle a fait comme le médecin de Molière, hélas! plus réellement que lui: elle a changé tout cela.

Elle est venue avec son souffle glacé d'indifférence et de haine religieuse, elle est venue avec ses principes corrupteurs et corrompus, avec son égoïsme pratique et vil, avec ses écoles sans Dieu, ses tribunaux sans christ et ses hôpitaux sans prêtres; elle a dit à l'enfant, elle a dit à l'homme, elle a dit au soldat, à l'héritier des Bayard et des Jeanne d'Arc: Le cléricalisme, voilà l'ennemi, c'est-à-dire, comme on l'a proclamé déjà, Dieu voilà l'ennemi! Et répondant ce cri à travers la France des croisés et des martyrs, fondant sur tous les points du territoire des palais scolaires pour l'enseigner aux générations sous toutes les formes séduisantes de la science et de la littérature, sur tous les tons de l'éloquence et du savoir apparent; peu à peu, insensiblement, mais rapidement néanmoins et avec une habileté zatanique et maçonnique — ce qui est la même chose — elle a changé le cœur de la France.

La Révolution a fait vibrer dans l'âme de notre noble patrie des cordes nouvelles et inconnues: celle de l'égoïsme et celle de la bassesse.

Elle a tranché cette chaîne glorieuse qui reliait la France, la fille aînée de l'Église, au ciel, à l'idéal, au désintéressement pur et sublime, et qui faisait de notre bien-aimé pays la plus belle des patries après la bien céleste.

Elle a ravi à la conscience nationale cette délicatesse chrétienne qui, dans l'ordre indi-

viduel, produit l'honnête homme, et, à son sommet, produit, comme sa fleur, le héros.

Elle a rendu vraisemblable ce qui était invraisemblable, possible ce qui était impossible. En ce sens, elle a fait de grandes choses.

Elle a comblé l'abîme qui séparait ces deux mots: Français et traître. INCOGNITUS.

BIBLIOGRAPHIE

LE CHEMIN DE LA BANQUEROUTE, par EMMA-NUEL PERRAUT, imprimerie A. Waltener et Cie, 14, rue Belle-Cordière, Lyon. Prix: 50 centimes.

Trop de gens se mêlent de vouloir éclaircir la situation budgétaire de notre malheureux pays, pour qu'elle ne soit pas parfaitement obscure et embrouillée. Rien n'était plus à propos, au moment où vont se jouer les destinées de la patrie, que la publication d'un résumé succinct, clair, très clair de l'état de nos finances, résumé qui permit aux plus ignorants comme aux plus savants de juger d'un coup d'œil de la situation. Plusieurs ont tenté l'entreprise sans réussir. Il fallait pour cette œuvre qui ne semble rien de prime abord, mais qui est capitale et difficile au fond, un esprit net et dégagé de tout préjugé. La brochure que nous annonçons a le grand mérite de répondre pleinement à ce qu'on pouvait désirer. Elle « n'est pas l'œuvre d'un homme de parti » mais bien celle « d'un citoyen libre qui aime passionnément son pays et n'a en vue qu'un intérêt, l'intérêt de la France ». Elle est à la portée de tout le monde et permet à n'importe qui de lire clairement dans la ténébreuse question.

L'auteur s'élève d'abord contre ce procédé, tout à la Tartufe, qui consiste à dissimuler les dépenses pour faire croire à l'équilibre du budget.

Ainsi étant donné que les ressources probables de l'année 1886 s'élèveront à environ 2.950 millions et que la Chambre a arrêté les dépenses à 3.016 millions, on pourrait croire que le déficit ne sera que de 66 millions. Seulement — il y a beaucoup de « seulement » dans la question budgétaire — on a pris soin de ne pas inscrire 60.000.000 pour les chemins de fer, 50.000.000 pour le Tonkin, 20.000.000 pour ports et canaux, etc., etc., en somme 305.000.000 environ pour différents frais certains, ce qui ferait tout de suite un déficit de 370.000.000, au lieu de 66.000.000, ce qui vaut pourtant la peine d'être compté.

M. Jules Roche affirme que la situation financière de la France est excellente, seulement il n'a pas compté tous les déficits des années de république, autrement il aurait reconnu que la République a dépensé, depuis 1876, en pleine paix, la somme de 4 milliards, en dehors des ressources régulières de l'État, et en recevant de 400 à 450 millions de plus chaque année.

M. Jules Roche voit naturellement l'avenir tout en rose — il est au pouvoir, seulement M. Jules Roche a oublié la note que d'ici à quelques années, sera, à échéance fixée, présentée à l'État, et cette note se monte, en dehors des dépenses courantes, bien entendu, au chiffre respectable de 5.934.000.000. Voir le détail précis de ces dépenses nécessaires, d'après les chiffres officiels, dans la brochure de M. Perraut.

MM. Jules Roche et consorts ont dû mal lire le nom du chemin qu'ils parcourent. Ils disent que c'est le chemin de la fortune; nous soutenons, nous qui avons des yeux pour voir, qu'il y a très bien écrit en grosses lettres: Chemin de la banqueroute.

Après tout, si c'est ce chemin qui convient aux électeurs, qu'ils le suivent! Qu'ils le suivent, chacun est libre de jeter sa fortune par les fenêtres.

Oui, mais la fortune d'un pays?

LES PREMIERS CONVERTIS au christianisme, par M. l'abbé LAURENT, docteur en théologie, curé de Boisset-Saint-Priest (Loire), troisième édition revue. Un volume de 320 pages. Librairie de l'Œuvre de Saint-Paul.

L'ignorance où l'on est aujourd'hui de la religion, et je parle même de beaucoup de ceux qui la pratiquent est non seulement illogique, mais honteuse et coupable. Je n'ai jamais compris pour ma part qu'un homme qui eût tant soit peu de loisirs, ne consacrait pas au moins quelques heures par semaine à l'étude du christianisme. La lecture des livres saints avec de savants et intéressants commentaires, des vies de saints et surtout, par le temps qui court, la lecture approfondie des ouvrages d'apologétique, tels devraient être les premiers travaux de tout homme intelligent. Mais l'ignorance est chose si commode et le goût des choses sérieuses s'est tellement perdu!

Ces réflexions me sont venues à la lecture d'un très remarquable ouvrage d'apologétique, chrétienne; je veux parler des Premiers Convertis de l'abbé Laurent. Cet ouvrage qui est

déjà très légitimement à sa troisième édition est d'une lecture facile, agréable même, malgré la gravité du sujet. On y reconnaît un homme qui, possédant à fond son sujet, a laissé courir sa plume sans rencontrer d'obstacle. L'auteur écrit d'abondance; de là le charme d'une œuvre personnelle et vivante dans un travail de haute érudition. Le titre dit très exactement ce que renferme le volume. M. l'abbé Laurent cite tous les premiers convertis au christianisme, avec preuves à l'appui, et il fait l'histoire des plus importants. Il montre ainsi que dès les temps les plus reculés, et dès après le crucifiement du Sauveur, le christianisme envahissait Rome et le monde entier. GABRIEL.

LAINES

A tricoter & au crochet

Pour œuvre de charité, le 1/2 kil.	3 50
Gris mélangé.	4 50
Mérinos et Saxe, écrus.	4 50
— toutes nuances.	5 50
Cachemire blanc et noir.	6 »
Anglaisse irrétrécissable, écrue.	6 »
— couleurs.	7 »
Persan blanc, noir, couleur.	4 50
Mohair — — — — —	6 50

Pèlerines et Fichus, Robes et Manteaux d'enfants

A. ROYANÉ, rue de la Préfecture, 1

AU
Sablier
GRANDE MAISON DE DEUIL
17, rue de la République
en face de la Banque de France
et 6, rue Bourbon, presqu'à l'angle de Bellecour
LYON

AU BAT-D'ARGENT

GRANDE MAISON

De Blanc et Linge confectionné

9, rue de la République, 9

TROUSSEAUX DE PENSION

Prix Incomparables

Conférences Populaire

DONNÉES A MARSEILLE

Les onze conférences données l'année dernière par des hommes éminents, sont réunies en brochures et paginées de manière à former un premier volume.

CONFÉRENCES DE LA SECONDE ANNÉE :

Le Souffle vital d'un peuple et la Question sociale, par M. MARBOT, vicaire général d'Aix.

Description de Pompeï, par M. DE SÉRANON, avocat près la Cour d'Aix (Provence).

La Souveraineté, par M. JUST GUIGOU, doyen de la Faculté libre de Droit.

Le Capital, par M^e HORNOSTEL, avocat du barreau de Marseille.

La cité chrétienne, par M^e BOISSARD, avocat près la Cour d'appel d'Aix.

Ni Dieu, ni Bêtes, par M. l'abbé CHERRIEA.

L'action sociale du christianisme, par M. HENRI LAUTARD.

Controverse sur les rapports de l'Église et de l'État, soutenue par les P. P. MAS ET MANUEL.

La pacte de Tolbiac, ou la fortune de la France liée à sa fidélité à Jésus-Christ, par M. MARBOT, vicaire-général d'Aix.

(En vente dans nos bureaux).

MALADIES DES YEUX

Nous avons l'honneur d'annoncer à nos lecteurs l'arrivée à Lyon du docteur Louis de MARHEK. Ce célèbre oculiste-docteur, qui habite la France depuis plusieurs années, s'est acquis une renommée bien justifiée dans le traitement de la maladie des yeux et toutes les maladies chroniques. Guérison radicale et prompt, sans opération, par un nouveau traitement, des maladies des yeux, même les plus anciennes et les plus rebelles « ophtalmies, amauroses, cataractes au début, blepharites, maladie de la cornée, de l'iris, de la rétine et de la choroïde. »

M. le docteur de MARHEK est visible à l'hôtel du Havre et du Luxembourg, rue Gasparin, n° 6, depuis le 20 avril, de 9 heures à 11 heures du matin, et de 1 heure à 4 heures du soir jusqu'à fin septembre.

